

**Point 02** : Budget primitif 2022 – Budget principal – Budgets annexes – Autorisations de programmes et crédits de paiements – Dispositions budgétaires et comptables

**Intervention : Robin SALECROIX (Nantes)**

Madame la présidente, chers collègues,

Le budget qu'il nous est proposé d'adopter porte en lui des ambitions fortes pour nos concitoyens, notre métropole et pour les communes qui la compose. Il est la traduction politique du projet de notre majorité de gauche, de notre vision d'une métropole des projets et de la coopération.

C'est de nouveau dans un contexte exceptionnel de crise sanitaire qu'il nous est proposé d'adopter celui-ci. Les moyens importants mobilisés ces 2 dernières années (60 millions d'euros : 43 en 2020 + 15 en 2021) pour faire face aux conséquences financières du Covid ont contribué à protéger les populations et les entreprises du territoire. Dans le même temps nous avons continué à investir, à garantir la continuité des services publics locaux, à maîtriser nos équilibres financiers qui nous permettent de présenter une situation saine et des investissements en 2022 atteignant les 515 millions d'euros avec un réendettèment maîtrisé.

Permettez-moi de souligner l'effort considérable consenti en termes d'investissements puisque notre PPI passe de 2 milliards d'euros dans le précédent mandat à 3,2 milliards € pour celui-ci. Par-delà ces chiffres élevés, cet effort est un véritable plan de relance local au service du territoire, de ses habitants, de son tissu économique. Ces enveloppes budgétaires vont se concrétiser en de nouveaux équipements pour nos transports publics, de nouvelles infrastructures, l'adaptation de nos grands services urbains aux défis du changement climatique et dans la politique que je suis par un doublement des crédits, la livraison des travaux de l'usine, la croissance du taux de renouvellement de nos réseaux d'eau potable et d'assainissement et tant d'autres beaux projets. En bref des projets concrets pour nos habitants, bons pour notre environnement. Quant à eux les 9,6 millions d'euros supplémentaires redistribués aux communes à travers le pacte financier de solidarité illustre notre vision d'une métropole au service de ses 24 communes.

Une métropole qui investit pour des projets structurants est une métropole qui prépare l'avenir et avance des solutions locales aux enjeux sociaux et climatiques. Bien sûr nous devons faire des choix budgétaires et utiliser les leviers à notre disposition pour atteindre nos objectifs et réaliser nos projets. Nous faisons ainsi le choix assumé, après plusieurs années de stagnation et de baisse, d'augmenter de manière responsable la TEOM au niveau métropolitain pour assurer les investissements nécessaires pour répondre aux besoins de nos habitants.

Dans la pratique, nous finançons essentiellement nos mesures par le dynamisme économique et démographique de notre territoire et par le recours à l'emprunt sûr et à taux bas. J'entends déjà les collègues de droite dénoncer notre endettement. Et bien je vous le dis, nous préférons la dette raisonnable et planifiée aux déficits de services publics véritables dettes grises, et bombe à retardement qui priveraient nos concitoyens et nos enfants de tant de services publics demain.

Il est vrai que cette stratégie entre en collision avec bien des orientations du gouvernement qui ne prend assurément pas la mesure de la crise sociale actuelle. Les satisfécits permanents ne peuvent en effet masquer le fait que la France devient un pays de salaires bas et de contrats précaires où même les droits des chômeurs sont rabotés tandis qu'une minorité accumule les profits. Un nombre mes chers collègues l'illustre, 173 milliards. Il ne s'agit pas du nombre d'étoiles peuplant notre galaxie mais bien du montant astronomique, s'il en est, de l'augmentation de la fortune des 5 plus riches français entre 2020 et 2021.

Pour terminer, permettez-moi de revenir sur la situation faite par l'État aux EPCI et collectivités qui est alarmante à plus d'un titre. Notamment lorsque l'État nous prive de 50% de la compensation de la baisse des recettes du versement transport, diminue la Dotation globale de financement de 1,6 million d'euros et à travers la dernière réforme nous reprend le levier fiscal de la taxe d'habitation. Pourtant, dans le cadre du plan de relance européen et national, les collectivités peuvent être des acteurs majeurs. C'est ce que nous entendons être à travers le budget présenté.

Le groupe communiste et républicain réaffirme son approbation du budget proposé tout en attirant l'attention de l'assemblée sur notre capacité à le réaliser. Il nous faudra veiller plus que jamais à ce que nos agents soient suffisamment nombreux, bien formés et bien rémunérés pour mettre en œuvre et réaliser nos politiques publiques. Sans ses artisans du quotidien de notre projet politique, rien ne serait en effet possible.

Je vous remercie de votre attention.